



**PRÉFET  
D'INDRE-  
ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE**

**portant changement d'exploitant au profit de la Société CARRIÈRES MORIN de l'autorisation d'exploiter une carrière de sables et graviers située aux lieux-dits « La Blissière », « La Tannerie » et « Prézault » sur le territoire de la commune de Parçay-sur-Vienne (37 220) précédemment délivrée à la Société d'Exploitation des Établissements RAGONNEAU (SEE)**

**SAIPP/BE n° 21 250**

Le préfet d'Indre-et-Loire,  
chevalier de la légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du mérite

**Vu** le code de l'environnement ;

**Vu** le code minier ;

**Vu** le titre II du livre V du code du patrimoine relatif à l'archéologie préventive ;

**Vu** l'arrêté ministériel modifié du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

**Vu** l'arrêté modifié du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

**Vu** l'arrêté ministériel modifié du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitutions des garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du Code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°14334 du 5 janvier 1995 autorisant la société BIENVENU à exploiter une installation de traitement de matériaux ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°15423 du 14 octobre 1999 portant mutation de l'arrêté n°14334 du 5 janvier 1995 au profit de la société SA RAGONNEAU ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°15817 du 17 janvier 2001 autorisant les sociétés Carrières du Maine et de la Loire et SA RAGONNEAU à exploiter une carrière de matériaux sableux située aux lieux-dits « La Blissière », « La Tannerie » et « Prézault » sur la commune de Parçay-sur-Vienne ;

**Vu** le courrier valant récépissé de changement d'exploitant du 6 décembre 2007 adressé par la préfecture d'Indre-et-Loire à l'exploitant, signifiant mutation des arrêtés n°14334 du 5 janvier 1995 et n°15817 du 17 janvier 2001 au profit de la société LAFARGE GRANULATS OUEST ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°20045 du 19 décembre 2014 portant mutation des arrêtés n°14334 du 5 janvier 1995 et n°15817 du 17 janvier 2001 au profit de LAFARGE GRANULATS FRANCE ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°21095 du 31 décembre 2021 portant mutation des arrêtés n°14334 du 5 janvier 1995 et n°15817 du 17 janvier 2001 au profit de la société SEE RAGONNEAU et modifiant les conditions d'exploiter ;

**Vu** la demande du 18 septembre 2023 portée par Monsieur Éric LIGLET, agissant en qualité de Gérant, sollicitant la mutation, à son profit, des autorisations d'exploiter la carrière et l'installation de traitement de matériaux situées aux lieux-dits « La Blissière », « La Tannerie » et « Prézault » sur la commune de Parçay-sur-Vienne ;

**Vu** les pièces annexées à ladite demande ;

**Vu** le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement en date du 2 octobre 2023 ;

**Considérant** que la demande de mutation ne constitue pas une modification substantielle au sens des articles R. 181- 46 et L.181-14 du code de l'environnement ;

**Considérant** que cette mutation requiert une autorisation préfectorale pour le changement d'exploitant et la constitution des garanties financières conformément à l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** que la demande de transfert d'autorisation environnementale au profit de la société CARRIERES MORIN est instruite dans les formes prévues par l'article R. 516-1 du code de l'environnement qui prévoit que l'avis de la commission consultative départementale compétente n'est pas requis ;

**Considérant** que le projet d'arrêté a été soumis à l'exploitant par courriel en date du 11 octobre 2023 ;

**Considérant** le retour de l'exploitant par courriel du 11 octobre 2023 indiquant qu'il n'a pas d'observation sur le projet ;

**Sur proposition** de madame la secrétaire générale de la préfecture d'Indre-et-Loire ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 – Objet**

La société CARRIÈRES MORIN, dont le siège social est situé au lieu-dit « La Ballastière » à Saint-Pierre-des-Corps (37700), est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation d'une carrière de sables et graviers ainsi que de l'installation de traitement de matériaux associée, situées aux lieux-dits « La Blissière », « La Tannerie » et « Prézault » sur la commune de Parçay-sur-Vienne.

La surface totale autorisée est de 124ha 80a 87ca dont 98ha47a09ca exploitable et concerne les parcelles cadastrées section ZE n°58, 59, 60, 89, 105, 146, 148, 149 ; section ZI n°42, 43, 44, 45 pp et section ZK n°1, 40, 41.

### **Article 2 – Conditions d'exploitation**

L'exploitation est poursuivie dans les conditions énoncées par les arrêtés préfectoraux n°14334 du 5 janvier 1995, n°15817 du 17 janvier 2001 et n°21095 du 31 décembre 2021 autorisant précédemment l'exploitation de la carrière et de l'installation de traitement des matériaux situées aux lieux-dits « La Blissière », « La Tannerie » et « Prézault » sur la commune de Parçay-sur-Vienne.

### **Article 3 – Constitution des garanties financières**

Dans le mois qui suit la notification du présent arrêté à la Société CARRIÈRES MORIN, cette dernière transmet au préfet avec copie à l'inspection des installations classées, le document attestant de la constitution des garanties financières à son profit, établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitutions de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement.

### **Article 4 – : Sanctions administratives**

Les infractions ou inobservations des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement.

### **Article 5 – Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L 181-17 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, au tribunal administratif – 28, rue de la Bretonnerie 45057 ORLEANS :

- par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers intéressés en raison d'inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la

publication de la décision sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage en mairie de l'acte, dans les conditions prévues à l'article R. 181-44 de ce même code.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour de l'affichage de la décision.

**Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).**

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison d'inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à monsieur le préfet d'Indre-et-Loire – service d'animation interministériel des politiques publiques – bureau de l'environnement – 37925 TOURS CEDEX 9 ;
- un recours hiérarchique, adressé au ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires – direction générale de la prévention des risques – Tour Séquoia – 1 place Carpeaux – 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux prévus par l'article R. 181-50 du code de l'environnement.

#### **Article 6 – Mesures de publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, et en vue de l'information des tiers :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ou de l'arrêté de refus est déposée à la mairie de Parçay-sur-Vienne et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Parçay-sur-Vienne pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 7 – Exécution**

Madame la secrétaire générale de la préfecture d'Indre-et-Loire, monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et monsieur le maire de Parçay-sur-Vienne sont chargés, chacun en ce qui les concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société CARRIERES MORIN par lettre recommandée avec avis de réception.

Tours, le 14/10/2013

Pour le Préfet et par délégation,  
la secrétaire général adjoint

Guillaume SAINT-CRICQ